

ROYAUME-UNI : ENTRE DÉMISSIONS ET INFLATION

L'inflation a nettement rebondi en septembre pour revenir au-dessus du niveau symbolique à deux chiffres (10,1% a/a), légèrement au-dessus des anticipations (10%). Largement diffusée au sein de l'économie, la hausse de l'inflation devrait, en outre, se poursuivre. Preuve en est, la composante sous-jacente de l'inflation a fortement augmenté en septembre (+0,5 point) pour s'établir à 7,5% a/a.

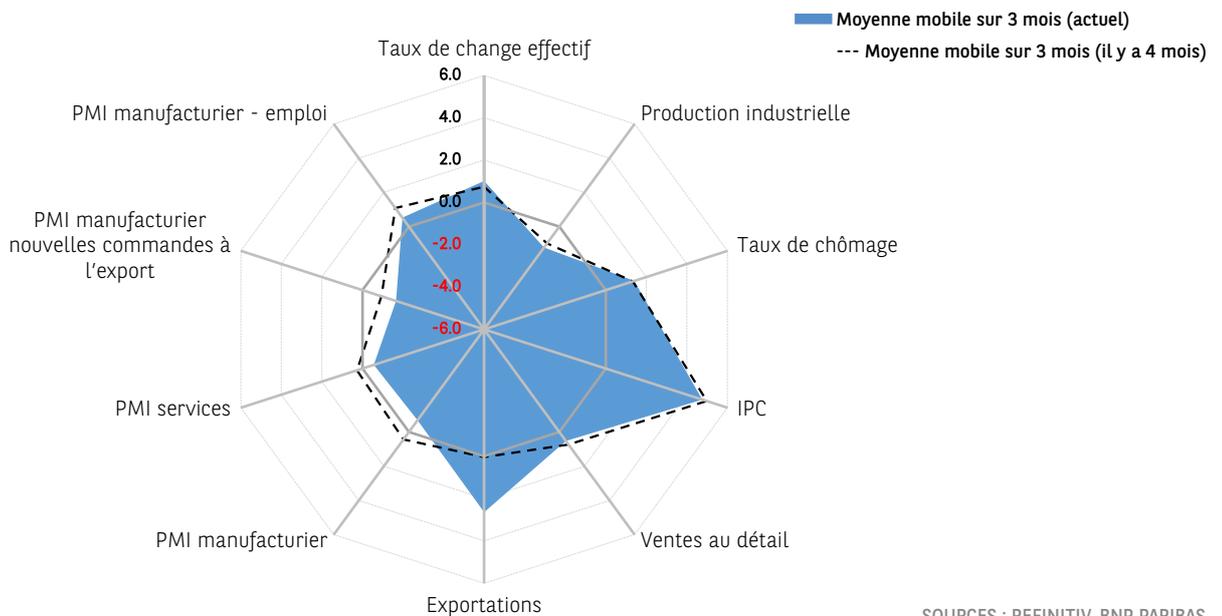
Cette forte inflation continue, par ailleurs, de peser sur l'activité économique. La confiance des ménages britanniques reste largement négative (-47 points) même si elle a rebondi légèrement (+2 points) en octobre, grâce à l'entrée en vigueur des premières mesures de soutien, comme le plafonnement des prix du gaz et de l'électricité. Du côté des entreprises, les enquêtes sur le climat des affaires demeurent à un niveau critique. Si l'indice du secteur manufacturier est en zone de contraction pour le deuxième mois consécutif (PMI à 48), le secteur des services reste à l'équilibre (PMI à 50) grâce aux anticipations d'une potentielle reprise de l'activité.

Autre sujet de préoccupation, la hausse du prix des importations (+3,1% m/m en septembre et 21% a/a) – conséquence, en partie, de la chute de la livre sterling depuis le début de l'année et surtout depuis début septembre – qui alimente aussi l'inflation domestique. Cette hausse du prix des importations pèse également sur le déficit commercial qui a atteint GBP -25,6 milliards entre juin et août selon la dernière publication de l'*Office for National Statistics* (ONS). Cette détérioration est en partie imputable à un effet prix qui a entraîné une forte augmentation des importations (+5,7% m/m), en particulier celles en provenance des pays hors Union européenne (UE) (+13,3% m/m), tandis que les exportations ont augmenté, mais dans une moindre mesure (1,2% m/m), principalement à destination des pays hors UE (4,1% m/m). Pour faire face au creusement du déficit commercial, le gouvernement britannique a récemment accéléré les négociations commerciales en cours pour favoriser les débouchés de ses exportations et réduire le coût de ses importations, notamment avec l'Inde, les pays du Golfe mais également en rejoignant l'Accord transpacifique (CPTPP).

La récente chute de la livre et les tensions sur le marché des gilts (obligations souveraines britanniques), et, plus largement, la situation économique préoccupante du Royaume-Uni expliquent en partie la démission de la Première ministre Liz Truss et le retrait de la plupart des baisses d'impôt du Plan pour la croissance, qui auraient entraîné une forte hausse du déficit public. Ce retrait a permis de restaurer quelque peu la confiance dans la maîtrise des finances publiques. Bien que la transition soit plus rapide que lors de la succession de Boris Johnson, le Royaume-Uni se trouve aujourd'hui dans un contexte politique plus dégradé.

Félix Berte

ROYAUME-UNI : ÉVOLUTION TRIMESTRIELLE DES INDICATEURS



Les indicateurs du radar sont transformés en « z-scores » (écarts par rapport à la valeur moyenne de long terme exprimée en écart-type). Ces z-scores ont une moyenne de zéro et leur valeur fluctue ici entre -6 et +6. Sur le radar, la zone en bleu indique les conditions économiques actuelles. Elle est comparée aux conditions 4 mois auparavant (pointillés). Un élargissement de la zone bleue indique une amélioration de l'indicateur d'activité.

